

Relazione del presidente centrale all'AD di Neuchâtel : protezione civile su misura

Autor(en): **Wehrle, Reinhold**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile**

Band (Jahr): **35 (1988)**

Heft 9

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-367612>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Allocution du Président central lors de l'Assemblée des délégués à Neuchâtel

Protection civile sur mesure

Améliorations. Tel est le thème central des discussions actuelles au sein de la protection civile. N'oublions toutefois pas que cette protection civile a d'ores et déjà atteint aujourd'hui un niveau fort appréciable de prestations et que son image est bien plus flatteuse que nombre d'entre nous ne voudraient bien l'admettre. Ceci est notamment vrai pour tous les événements qui ont permis de démontrer que la protection civile était réellement capable d'entre-

Professeur Reinhold Wehrle

prendre quelque chose de concret. C'est ainsi qu'elle a connu un regain de popularité l'année passée, en assurant les premiers secours dans les diverses régions de la Suisse gravement endommagées par les intempéries.

Malheureusement, il y a encore des autorités communales qui considèrent seulement la protection civile comme un «facteur de dépenses sans utilité pratique». D'un point de vue psychologique, on peut comprendre ce point de vue: comment en effet apprécier la valeur d'une installation qu'on n'a aucune occasion d'utiliser?

Dans beaucoup d'autres pays, la protection civile fournit une aide en cas de catastrophes, que celle-ci soit limitée ou de grande ampleur, dans la rue, dans les entreprises, lors d'incendies, etc. Une organisation qui voue ses efforts à ce type de mission trouverait également en Suisse un accueil plus marqué et moins réservé parmi la population. Aussi est-il juste et nécessaire que, dans cette optique, l'on crée également chez nous les bases pratiques de l'engagement de la protection civile lors de catastrophes en temps de paix, sans pour autant – pour reprendre une citation de Madame la Conseillère fédérale Elisabeth Kopp – «vouloir transformer complètement la maison». La création de telles bases pratiques est une mission qui doit être remplie au niveau fédéral.

Dans ce contexte, il faut néanmoins constater que des préparatifs concernant de tels engagements de premiers secours sont depuis longtemps en cours dans les communes. Sur ce terrain, la Confédération n'a pas besoin de pousser à la roue, car les communes vont déjà elles-mêmes de l'avant.

Élément de notre défense générale

Cependant, il incombe toujours à la Confédération de rappeler sans cesse que la protection civile n'est pas simplement une organisation chargée des premiers secours en temps de paix,

mais qu'elle constitue un élément essentiel de notre défense générale. Le peuple suisse ne semble guère apprécier les préparatifs concernant la protection et la mise en sécurité de la population civile en cas de conflit armé. Et pourtant ce sont précisément ces mesures – et je tiens à le souligner – qui, par leur effet dissuasif, contribuent pour une large part au maintien de la paix. Même en cas de modification de la législation fédérale sur la protection civile, il importe que cette tâche demeure une priorité. Il serait toutefois erroné de freiner les efforts déployés actuellement par les communes lorsque ceux-ci tendent à l'accomplissement de la mission de second plan, à savoir les premiers secours en cas de catastrophes en temps de paix. Il est essentiel que la mission première de la protection civile ne soit pas entravée. En fin de compte, il va de soi qu'une organisation qui est préparée à intervenir en cas de catastrophes naturelles ou dues à des défaillances technologiques – et qui de ce fait peut justement mieux motiver ses membres – est également en mesure d'agir plus efficacement en cas de guerre.

Si, par rapport à ces adaptations récemment exigées, la Confédération traîne les pieds face aux communes, les prescriptions fédérales risquent de passer après la planification et la réalisation des mesures de secours prises de leur propre initiative par les communes, et même ne puissent plus du tout être prises en considération ou encore donnent lieu, du fait de ce déca-

lage, à des différences ralenties. Ce qui, ainsi formulé, apparaît comme un problème, représente finalement une chance. La chance que certaines mesures adoptées par les communes ne soient pas, comme c'est souvent le cas, l'œuvre de commissions réunies autour du tapis vert pour théoriser, mais soient élaborées par des praticiens confrontés à la réalité. Ces derniers connaissent en effet les données concrètes relatives à leur propre commune, les dangers, les menaces, etc., ils savent également prendre les contre-mesures qui s'imposent.

Diversité dans le détail

Compte tenu de la diversité et des grandes différences qui existent entre les régions de notre pays sur les plans démographique et économique, il est par ailleurs notoire qu'il est tout simplement impossible de parvenir pour chaque région et chaque agglomération à des mesures de protection ou de secours optimales en s'appuyant sur des prescriptions détaillées généralisées. Enfin, il n'est pas indifférent que l'on se trouve à proximité d'un glissement de terrain imminent ou d'une usine de produits chimiques. La diversité dans le détail, par exemple pour l'équipement, l'instruction, l'entraînement, etc., n'est pas seulement plausible, mais souhaitable. Car seule une certaine souplesse permet de tenir compte de la situation spécifique de chaque commune et de faire bénéficier chaque citoyen, indépendamment de la région où il habite, des mesures de protection et de secours auxquelles il a droit.

Certes, le fédéralisme peut souvent entraver le travail de l'administration. Pour l'efficacité d'une «protection civile sur mesures», il représente cependant plutôt un atout. ▀

Relazione del presidente centrale all'AD di Neuchâtel

Protezione civile su misura

Tema di discussione numero uno della protezione civile sono attualmente i miglioramenti. Non dimentichiamo tuttavia che questa protezione civile ha già raggiunto oggi uno stato ragguardevole delle sue prestazioni e che la

Prof. dott. Reinhold Wehrle

considerazione di cui gode è assai migliore di quella che vorrebbero molti di noi. Questo vale soprattutto là dove s'è potuto sperimentare come la protezione civile sia veramente in grado di fornire ottime prestazioni. Così essa s'è fatta conoscere assai meglio allorquan-

do, lo scorso anno, ha prestato la sua opera in diverse regioni della Svizzera colpite dal maltempo.

Vi sono però ancora autorità comunali che considerano la protezione civile un «fattore di costi senza utilità pratica». Psicologicamente comprensibile, questo atteggiamento; poiché, come giudicare il valore di un'istituzione, se non la si può impiegare?

In diversi altri Paesi, la protezione civile assume compiti nel settore dell'aiuto in caso di catastrofi, grandi e piccole, sulla strada, nelle aziende, in caso d'incendio, ecc. Un'organizzazione che si vota a compiti del genere, sarebbe ac-

ceffata dalla popolazione svizzera ben più volentieri e senza tante riserve. In questa ottica è giusto e necessario che anche da noi vengano create basi pratiche per l'impiego della protezione civile nel caso di catastrofi che avvengono in tempo di pace, senza tuttavia – per citare il consigliere federale signora Elisabeth Kopp – «voler ricostruire la casa». La creazione di tali basi pratiche è un compito a livello federale.

Parte della difesa generale

In tale contesto occorre tuttavia rilevare che le preparazioni per interventi di soccorso di questo genere nei comuni sono già in atto da lungo tempo. Qui la Confederazione non deve «spingere», sono bensì i comuni stessi a «trainare». Alla Confederazione resta il compito di ricordare a scadenze periodiche che la protezione civile non è soltanto un'organizzazione per prestare soccorso in tempo di pace, bensì una parte importante della nostra difesa integrata. I preparativi per la protezione e il salvataggio della popolazione civile nel caso di un evento bellico sono meno popolari tra il nostro popolo. Eppure proprio questi – e io intendo sottolineare proprio tale aspetto – grazie al loro effetto di dissuasione, contribuiscono in misura rilevante a garantire la pace. Anche nel caso di una versione eventualmente modificata della legislazione federale

in tema di protezione civile, questo compito ha da restare sempre in prima linea. Sarebbe tuttavia errato frenare gli attuali sforzi a livello cantonale che vanno in direzione dell'adempimento del compito secondario, il soccorso urgente in caso di catastrofi del tempo di pace. È determinante che non venga intralciato il compito primario della protezione civile. Infine è evidente che un'organizzazione, preparata ad affrontare l'intervento in caso di catastrofi tecnologiche o dovute alle forze della natura – e proprio per questo è in grado di motivare meglio i propri addetti – saprà meglio operare anche in caso di eventi bellici.

Scoscendimenti e pericoli chimici

Se la Confederazione, nei confronti dei comuni, è qualche po' in ritardo per quanto concerne gli adeguamenti teste richiesti, è dato il pericolo che le prescrizioni federali pervengano soltanto dopo la pianificazione ed attuazione delle misure d'aiuto dei comuni stessi o che, in determinate situazioni forse non possano più essere prese in considerazione o che addirittura, in ragione di questo ritardo, abbiano a sorgere differenze intralcianti. Questo, formulato come problema, è in ultima analisi una buona occasione. L'occasione che da parte dei comuni abbiano ad essere presi provvedimenti, non elaborati a

tavolino da commissioni spesso poco realiste, bensì da persone che la pratica ha portato al fronte. Quest'ultime conoscono i fatti concreti del proprio comune, i pericoli, le minacce, ecc., e sono quindi meglio in grado di sviluppare le necessarie contromisure.

È inoltre risaputo che in conseguenza della molteplicità e della diversità delle premesse d'ordine geografico, economico e relative alla popolazione è nel nostro Paese praticamente impossibile adottare, con prescrizioni dettagliate di validità generale, un massimo di misure di protezione o di provvedimenti di soccorso per ogni regione e ogni agglomerato. Infine è una cosa diversa trovarsi nel perimetro di una minaccia di scoscendimento o entro una fabbrica chimica. La molteplicità dei dettagli, così ad esempio nell'equipaggiamento, nell'istruzione, esercitazione, ecc., non è soltanto giustificata, bensì anche auspicabile! Soltanto la flessibilità permette ad ogni singolo cantone di tenere conto della particolare situazione e torna quindi, nell'ambito delle misure di sicurezza e di soccorso, di vantaggio per il singolo cittadino, indifferentemente dal suo stato.

Il federalismo della Svizzera è certo spesso d'impaccio all'amministrazione; per l'efficienza di una «protezione civile su misura» esso deve essere piuttosto ritenuto un vantaggio. ▣

Warum hat der Schimmelpilz im Zivilschutzraum keine Lebenschance?

Wegen den Luftentfeuchtern von Schweizer.

Die SESSA PRETEMA Luftentfeuchter entsprechen technisch und funktionell den höchsten Anforderungen, die der anspruchsvolle Markt an einen Luftentfeuchter stellt. Sei es in der Industrie zum Schutz vor Korrosion und Rost, im Lebensmittellager zum Schutz vor Materialverlust infolge Schimmel und Moder oder im Zivilschutzraum zur

Erhaltung der Bausubstanz sowie Funktionstüchtigkeit der Anlage.

Die SESSA PRETEMA Luftentfeuchter verhindern Feuchteschäden, die oft in Millionenhöhe gehen. Und da sie keine Zusatzheizung benötigen, sind sie auch im Stromverbrauch äusserst sparsam.

Ein Beitrag für unsere Umwelt.

Ernst Schweizer AG
Metallbau

Zürich

Sessa-Norm

Coupon Bitte senden Sie mir detaillierte Informationen.

SESSA-PRETEMA-Entfeuchter

SESSA-THERM-Sonnenenergie und Wärmepumpen

Name _____

Strasse _____

PLZ/Ort _____

Ernst Schweizer AG, Metallbau, 8908 Hedingen ZH, Tel. 01/763 6111

ZV